

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1977)
Heft: 407

Titelseiten

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

J.A. 1000 Lausanne 1

Hebdomadaire romand
N° 407 20 mai 1977
Quatorzième année

Rédacteur responsable:
Laurent Bonnard

Le numéro: 1 franc
Abonnement
pour une année: 48 francs

Administration, rédaction:
1002 Lausanne, case 2612
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021 / 22 69 10
C.C.P. 10-155 27

Imprimerie Raymond Fawer S.A.

Rappel: les numéros de
« Domaine Public » sont rédigés
collectivement par les différents
groupes de travail cantonaux
du journal.

Transparence économique

C'est un fait acquis: le Parti socialiste suisse compte parmi les partisans du nouvel impôt de consommation proposé par le Conseil fédéral. Pour des raisons plusieurs fois évoquées, notamment dans ces colonnes. En point de mire: le refus d'une politique des caisses vides, le refus des économies anti-sociales. En point de mire également un objectif bien précis, dont la réalisation ne manquera pas d'être contestée par la droite: la compensation intégrale du renchérissement découlant de l'introduction de la TVA, de façon à sauvegarder totalement le pouvoir d'achat des consommateurs.

Ce « oui » net a donc pour corollaire un refus de toute politique de déflation. On doit s'attendre, en cas de non-respect de ces conditions à voir les socialistes durcir leurs positions et à envisager des actions pour faire entendre leur voix.

Ce marché-là est connu. Mais il faut aller plus loin! Voyez par exemple dans le domaine de la transparence économique. L'introduction de la TVA est aussi l'occasion dans ce secteur primordial, de faire un pas important en avant. Plus précisément, le renforcement des effectifs de l'administration fédérale — cinquante à soixante nouveaux fonctionnaires chargés d'assurer la perception de la TVA — devrait s'accompagner du souci d'établir une liaison avec notre trop pauvre « système » (peut-on l'appeler ainsi?) d'information statistique.

Précisons le mécanisme à envisager. Le processus qu'implique l'introduction de la TVA est tel que chaque « entreprise-contribuable » se verra risquer un montant équivalent à celui que ses fournisseurs auront ajouté à leurs prix de vente au titre de la TVA. Cela suppose que ces contribuables assujettis (130 000 entreprises) devront faire parvenir à l'administration compétente des décomptes trimestriels qui pourraient être la

source de renseignements d'une importance essentielle. De ces documents devraient émerger régulièrement:

— la valeur ajoutée, ventilée par branche d'activité de notre économie (on pourrait même « régionaliser » !),

— un tableau d'échanges interindustriels (appelé aussi « matrice input-output », imaginée par le prix Nobel d'économie, V. Leontief, qui est à la base de tout contrôle efficace du développement économique, un instrument-clé de la comptabilité nationale, de la prévision, tous domaines — comme l'on sait — encore sous-développés chez nous); ce tableau situe précisément la valeur de l'ensemble des achats et des ventes de chaque branche de l'économie à toutes les autres; il permet de mieux cerner les relations et les interdépendances entre les différents secteurs économiques.

Et ce ne sont pas là jeux de spécialistes... A l'aide de tels outils, il devient possible, par exemple, de mesurer les retombées d'un accroissement ou d'une diminution des dépenses publiques sur l'ensemble des branches d'activité et de traduire le résultat en volumes d'emplois. A l'heure où l'Etat est sollicité partout pour sauvegarder, par des investissements, par des subventions de tous ordres, l'effectif des places de travail, on voit l'extrême intérêt de l'entreprise.

Encore faut-il se donner les moyens de la réaliser...

Une tâche essentielle de la gauche est d'exiger la clarté et la connaissance des pratiques économiques et donc, la mise sur pied d'une structure cohérente et fiable de récolte et de diffusion de l'information. Comme le disait en substance Alfred Sauvy, le peuple n'est souverain dans une démocratie qu'à condition qu'on l'informe réellement.

Si donc le peuple accepte la TVA le 12 juin, qu'on ait le souci de lui restituer, en contrepartie de sa décision, l'élargissement du champ d'information statistique auquel il a droit.